

## **Tract du PCF**

**Bas les pattes sur la Sécu !**

La réforme de la Sécurité Sociale telle que l'envisage le rapport du Haut Conseil pour l'Assurance Maladie, c'est l'implosion programmée.

Oui il faut une réforme de grande ampleur. Une réforme qui permette à la Sécurité sociale de conserver son socle solidaire, de faire face aux besoins d'aujourd'hui en matière de remboursements de soins, de prise en charge des actes, de développement de la prévention, de modernisation et de développement de l'Hôpital public, etc.

Au vu de ce qui se dit aujourd'hui, regrettons que le précédent gouvernement n'ait pas osé affronter ces enjeux, dans une toute autre perspective que celle retenue par la Droite et le MEDEF dans le prolongement du Plan JUPPE.

L'occasion perdue par la gauche plurielle hier, confronte les Françaises et les français, le monde du travail au risque d'un démantèlement du système solidaire construit à la Libération.

C'est la privatisation de la protection sociale aujourd'hui, au bénéfice du secteur des assurances, qui est à l'ordre du jour. Les reculs de la qualité des soins et du niveau des remboursements engagés depuis de nombreuses années en étaient les prémises.

En 2004, c'est un progrès de la Sécurité sociale que nous voulons

Alors que déjà 14 % de la population renonce à se soigner pour des raisons financières, et ce chiffre monte à 30 % pour les chômeurs, qu'en sera-t-il demain ? Une fois de plus un rapport officiel ignore la mise à contribution de nouvelles sources de financement, et prétend imposer aux françaises et aux français d'assumer l'essentiel de la facture par exemple par l'augmentation de la CSG y compris celle des chômeurs et des retraités.

**Mettre à contribution les profits !**

Pourquoi les 160 milliards d'euros de profits boursiers des entreprises et des institutions financières qui échappent à toute ponction, restent-ils intouchables ? Ils permettraient de dégager 20 milliards de recettes !

Une politique de relance de la croissance (un point de croissance représentant 2,5 milliards d'euros pour la Sécurité Sociale), et de lutte pour l'emploi (100 000 chômeurs en moins représentant 1,3 milliard d'euros), permettrait d'aller de l'avant. Autant de propositions alternatives que nous entendons continuer de faire avancer avec le mouvement social.

**La peur du débat**

Au lieu de s'apprêter à réformer par ordonnances, sans consultation des françaises et des français, des acteurs sociaux (autres que le Medef) et du Parlement, il faut que le gouvernement assume ses responsabilités devant la Nation, et mette cette énorme question en débat.

Un grand débat public s'impose donc dans tout le pays

Les françaises et les français tiennent à leur Sécurité Sociale. Ils ne doivent pas accepter que l'argent de la santé, qui représente une fois et demi le budget de l'Etat, soit livré autoritairement aux prédateurs financiers que sont les grands groupes d'assurances privés qui convoitent depuis des années cette manne considérable à des fins de profits supplémentaires.

Les laisser faire serait décréter la fin du droit à la Santé pour tous. Nous devons les mettre en échec ; c'est l'exigence et le combat des communistes et de leurs élus.

Parti communiste français, un parti libre pour construire un monde juste

## **Position du PS (site du PS)**

Le Haut Conseil pour l'avenir de l'assurance maladie a remis aujourd'hui son rapport. Le constat qu'il dresse de la situation financière de la sécurité sociale est accablant pour le gouvernement. Contrairement à ce que tente de faire croire celui-ci, le dérapage des comptes depuis 2002 doit peu à la conjoncture et beaucoup aux choix du Gouvernement.

Le Parti socialiste avait lui-même insisté sur certains éléments du diagnostic repris par le rapport, en particulier les problèmes liés à l'organisation actuelle de notre système de soins, à l'inégale qualité de prise en charge et à la confusion du système de décision. Des mesures fortes s'imposent si l'on veut garantir l'avenir d'une protection sociale solidaire, que la politique gouvernementale actuelle met en péril.

Le Parti socialiste réaffirme la nécessité absolue d'un débat transparent et démocratique sur un sujet aussi important pour tous les Français que celui de l'avenir de notre protection sociale. Il n'accepte pas que Jean-Pierre Raffarin procède par ordonnances et souligne l'incohérence de l'action gouvernementale, puisqu'au moment même où ce rapport est publié, prélude à une réforme, le gouvernement a d'ores et déjà lancé le plan hôpital 2007, plan qui aboutira au démantèlement du service public hospitalier.

Le Parti socialiste réaffirme son attachement aux mécanismes de solidarité de la Sécurité Sociale et son attachement à l'accès de tous aux soins de qualité sur l'ensemble du territoire.